



HAL
open science

1982 : la fin de la transition démocratique en Bolivie

Sebastian Urioste Guglielmono

► **To cite this version:**

Sebastian Urioste Guglielmono. 1982 : la fin de la transition démocratique en Bolivie. Les Études du CERI, 2023, Amérique latine. L'Année politique 2022, n° 264-265, pp.35-38. 10.25647/etudesduceri.264-265.06 . hal-03967889

HAL Id: hal-03967889

<https://sciencespo.hal.science/hal-03967889>

Submitted on 1 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

1982 : la fin de la transition démocratique en Bolivie

par **Sebastián Urioste**

L'élection du président Hernán Siles Suazo en octobre 1982 mit un terme à une longue et tortueuse transition démocratique initiée en 1978 en Bolivie. Cependant, une crise sociale et politique majeure fit bientôt vaciller la présidence et conduisit à la fin du nationalisme économique, inauguré trente ans auparavant.

Antécédents

En 1952, avec l'aide des carabiniers et grâce à l'intervention des ouvriers et des travailleurs des mines, un coup d'Etat organisé par le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) contre le gouvernement militaire au pouvoir initia la « Révolution nationale », dont l'un des piliers fut la nationalisation des mines d'étain. Devenu un « parti-Etat », le Movimiento fut ensuite miné par des guerres intestines, en particulier entre deux présidents qui alternèrent au pouvoir, Víctor Paz Estenssoro et Hernán Siles Suazo. Contesté par ses alliés plébéiens, le MNR réorganisa l'armée pour faire contrepoids aux milices populaires en armes. Mal lui en prit puisqu'en 1964, le général Barrientos, fraîchement élu vice-président aux côtés de Víctor Paz Estenssoro, entreprit un coup d'Etat initialement soutenu par une large partie de la population et des syndicats, en particulier la puissante Confédération ouvrière bolivienne (COB) qui avait « co-gouverné » avec le MNR.

Une telle opportunité pour le retour des militaires engendra une compétition au sein des forces armées pour diriger l'Etat jusqu'en 1982, année où ils délaissèrent la lutte pour le pouvoir politique et l'administration des entreprises publiques à laquelle ils s'étaient livrés avec les syndicats pendant dix-huit ans. Dans cet intervalle, entre tentatives de soulèvement populaire, grèves générales, coups et contrecoups militaires, de nombreux présidents arrivés au pouvoir par la voie des urnes et du Parlement ou nommés par les garnisons furent poussés à la démission, voire déposés par la force. Cette instabilité ne cessa de croître lorsque débuta la transition vers la démocratie, après les grèves de la faim de 1978¹. Ainsi, les élections de juin 1980 ne donnèrent aucune majorité absolue dans les urnes ni de majorité au Parlement, mais esquissèrent un avantage en faveur de la coalition emmenée par Hernán Siles Suazo (à la tête du MNR « de gauche ») et Jaime Paz Zamora (Mouvement de la gauche révolutionnaire, MIR). Ces résultats conduisirent au sanglant coup d'Etat de García Meza, qui confia ensuite le pouvoir à une junte, en août 1981. Le 17 septembre 1982, la COB réussit à organiser une manifestation de plusieurs dizaines de milliers personnes à La Paz, exigeant la fin des gouvernements militaires et l'installation du Congrès des élus en 1980. Celui-ci fut formellement convoqué le 5 octobre 1982, et vota pour que Hernán Siles Suazo et Jaime Paz Zamora, de la coalition Unité démocratique populaire (UDP), fussent investis à la présidence et vice-présidence. La transition démocratique venait de s'achever mais elle

¹ S. Urioste, « La transition de 1978 en Bolivie », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2018/ Les Etudes du CERI*, n° 239-240, janvier 2019, pp. 47-51 (www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude).

ouvrit la voie à l'instabilité sociale et gouvernementale, puis mit un terme au cycle du nationalisme économique et à l'influence des syndicats ouvriers.

Le gouvernement de l'UDP

Plusieurs explications peuvent être fournies pour décrire les profondes turbulences des années de gouvernement – ou de « dé-gouvernement » comme on les qualifiait à l'époque – de l'UDP entre octobre 1982 et août 1985. L'une d'elles avance que l'impossibilité de légitimer un gouvernement militaire par le simple usage de la force et sans appui social ne fut pas résolue par une transition démocratique fondée sur un pacte entre élites comme dans d'autres pays d'Amérique latine ; au contraire, la transition aurait été obtenue par la pression sociale et syndicale, comme celle exercée lors des grèves de septembre 1982².

De fait, selon la COB, le « processus démocratique » issu de la résistance à « la dictature et au fascisme » était l'« œuvre » des « travailleurs »³. C'est pourquoi « l'opposition concertée » de la centrale syndicale opta pour une stratégie ouverte de déstabilisation lorsqu'elle constata que ses revendications demeuraient insatisfaites et que les partis commençaient à la déplacer dans le champ politique. Un des épisodes les plus marquants de la détérioration progressive des relations entre l'UDP et la COB fut l'occupation par cette dernière, en avril 1983, de la principale société minière d'Etat pour en imposer le « contrôle ouvrier majoritaire », à savoir la majorité de ses délégués au conseil d'administration. Entre-temps, la centrale avait exigé, sans succès, l'adoption de son « Plan d'urgence économique et social », élaboré dans une perspective de lutte des classes, comme condition à sa participation « majoritaire » au gouvernement. Le contrôle interne des entreprises privées par leurs employés fut également évoqué. La rupture définitive advint en mai 1984, après que le VI^e congrès de la COB eut exigé, sur le plan économique, l'instauration d'un salaire minimum automatiquement et proportionnellement indexé à la hausse des prix et, sur le plan politique, la conformation d'un « gouvernement révolutionnaire » qui devait « changer le contenu de classe de l'Etat »⁴. Ne serait-ce que sur le premier plan, ces revendications allaient totalement à contre-courant des mesures anti-inflationnistes appliquées par le gouvernement, qui devait tenter de maîtriser la perte de volume et de valeur des exportations de minerais et le paiement de la dette extérieure.

La décomposition du gouvernement de Hernán Siles Zuazo fut un des autres faits saillants de cette période. En minorité au Parlement, où ils étaient constamment interpellés par le MNR « historique » de Victor Paz et par l'Action démocratique nationaliste (ADN) de l'ex-président dictateur Hugo Banzer Suárez, les ministres de la coalition du MNR « de gauche » et du MIR affichaient ouvertement leurs profonds désaccords. Il arriva même que Jaime Paz Zamora, pourtant vice-président de la République, retirât son parti du cabinet. Le pendant de cette décomposition fut la fin de la concertation consécutive aux mesures économiques censées

² J. Lazarte, *Entre los espectros del pasado y las incertidumbres del futuro : política y democracia en Bolivia a principios del siglo XXI*, La Paz, Friedrich Ebert Stiftung, 2005, p. 12.

³ W. Delgadillo T., *Informe del CEN de la COB : en la gestión 1984-1987*, Santa Cruz, COB, 1987, p. 7.

⁴ J. Lazarte, *op. cit.*, p. 35-36.

juguler l'inflation : en 1984, lorsque celle-ci atteint 2 177 %, les grèves augmentèrent de 192 % par rapport à l'année précédente, la plupart de nature salariale et suivies par les classes moyennes. L'instabilité du gouvernement empêcha l'usage de la force publique dans la majorité des conflits sociaux⁵.

Un cycle s'achève

C'est dans ce climat que le 24 novembre 1984, une médiation menée par l'Église catholique conduisit à la décision, de la part des principaux partis parlementaires et du gouvernement, d'écourter d'un an le mandat présidentiel de Hernán Siles Suazo et de convoquer de nouvelles élections.

La COB interpréta cet accord comme une « capitulation » de la part de l'UDP qui renonçait ainsi à protéger les intérêts des travailleurs en échange de sa « stabilité ». Aussi, « avec l'intervention de l'Église, le gouvernement udepiste et la droite [avaient] convenu de dépouiller de tout contenu populaire la reconquête démocratique » en la soumettant à des « formalités constitutionnelles »⁶. Face à cette perspective, le 22 janvier 1985, le comité exécutif de la centrale syndicale appela à constituer un « instrument politique capable de mener la lutte au-delà des marges défensives de la protection des salaires⁷ ». Après que le gouvernement de Siles Suazo eut décrété, en février de la même année, un nouveau « paquet économique », les syndicats des mines convoquèrent le 4 mars un gigantesque rassemblement à La Paz qui fut ponctué d'explosions de dynamite dans les rues. Le lendemain, les dirigeants de la COB déclarèrent que le problème n'était plus seulement salarial mais aussi politique, et appelèrent à la démission du président et à l'avènement d'un gouvernement ouvrier. Concernant les élections à venir, la centrale affirma que les partis de droite mettraient en application les plans du Fond monétaire international⁸. De son côté, le gouvernement cria à la « subversion » et dénonça un « plan terroriste coïncidant avec la grève⁹ », mais réitéra quelques jours plus tard sa proposition de cogouverner avec la COB.

Cette offre fut repoussée par la centrale ouvrière qui renouvela son appel à « initier la structuration d'un instrument alternatif politique du peuple¹⁰ ». Certains dirigeants invitèrent même les « officiers et les soldats de l'armée et de la police à se joindre à la lutte pour éviter la régression et le fascisme¹¹ ». Cette invitation conduisit le président à ordonner le « contrôle militaire » du territoire, c'est-à-dire le déploiement des effectifs et des véhicules militaires dans les rues des capitales de département. Le Haut commandement expliqua que l'objectif était d'éviter au « peuple » les conséquences de l'« intransigeance des extrémistes infiltrés dans le mouvement des travailleurs, qui, obéissant à des consignes étrangères » étaient en

⁵ *Ibid.*, p. 33 et 49.

⁶ W. Delgadillo, *op. cit.*, pp. 21-23 (nous traduisons).

⁷ *Ibid.*, p. 25.

⁸ *Presencia*, 5 mars 1985.

⁹ *Presencia*, 8 mars 1985.

¹⁰ *Presencia*, 19 mars 1985.

¹¹ *Presencia*, 20 mars 1985.

train de mettre en péril les « plus élémentaires droits humains » et la « paix publique », en altérant la « normalité des activités » et en attendant aux « institutions fondamentales de l'Etat » ; il était donc nécessaire de « rétablir les garanties constitutionnelles » qui préservait la « sécurité des personnes, des biens et des services, autant publics que privés »¹². Pour sa part, le ministre de l'Intérieur précisa que la « mobilisation militaire » n'impliquait pas la détention d'individus et que l'on ne pouvait guère comparer cette mesure aux agissements des dictatures puisqu'il s'agissait de « protéger la démocratie et de veiller à ce que la source de la souveraineté, le peuple, s'exprimât dans les urnes¹³ ».

Ce déploiement militaire obligea la COB à mettre fin à l'une des grèves générales les plus longues de l'histoire de la Bolivie, sans que ses principales revendications fussent satisfaites. Les « journées de mars » de 1985 et le gouvernement de l'UDP en général deviendraient des références négatives dans les années à venir. En ce qui concerne le maintien de l'ordre, les justifications du « contrôle militaire » annonçaient certaines des formulations de futurs états de siège instaurés par les gouvernements suivants pour réprimer les mobilisations syndicales. Des gouvernements qui, à partir de 1985, se basèrent sur des coalitions entre partis politiques présents au Parlement et qui entreprirent les privatisations d'entreprises publiques et la libéralisation du marché du travail à mesure que les syndicats traditionnels déclinaient. Un nouveau cycle s'initiait qui ne s'achèverait qu'en octobre 2003, lorsque des mobilisations sociales alternatives à la COB et opposées à un « modèle néolibéral » conduiraient à la démission du président Gonzalo Sánchez de Lozada, constituant ainsi un préambule au retour du nationalisme économique sous le gouvernement d'Evo Morales.

¹² *Presencia*, 21 mars 1985.

¹³ *Ibid.*

Pour citer ce chapitre : Sebastián Urioste, « 1982 : la fin de la transition démocratique en Bolivie », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 264-265, janvier 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].